



PRÉFÈTE D'EURE-ET-LOIR

Arrêté n° DDT-SGREB-GEMAPRIN 2020-02/4

Signé par

Régis ELBEZ, Secrétaire Général de la Préfecture d'Eure-et-Loir

le 25 février 2020

**28 - Direction Départementale des Territoires - DDT
Services de la Gestion des Risques, de l'Eau et de la Biodiversité
Bureau GEMAPRIN**

Portant autorisation environnementale au titre de l'article L.181-1 et suivants du Code de l'environnement concernant le prélèvement en eau potable dans les eaux souterraines par le syndicat mixte intercommunal d'eau potable du canton d'Anet sur la commune de Sorel-Moussel.



PRÉFÈTE D'EURE ET LOIR

*Direction Départementale des Territoires
d'Eure-et-Loir
Service de la Gestion des Risques de l'Eau et de
la Biodiversité
Bureau GEMAPRIN*

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N°DDT-SGREB-GEMAPRIN-2020-02/4

**PORTANT AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE AU TITRE DE L'ARTICLE
L.181-1 ET SUIVANTS DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT
CONCERNANT LE PRÉLÈVEMENT EN EAU POTABLE DANS LES EAUX
SOUTERRAINES PAR LE SYNDICAT MIXTE INTERCOMMUNAL D'EAU POTABLE
DU CANTON D'ANET SUR LA COMMUNE DE SOREL-MOUSSEL.**

**La Préfète d'Eure-et-Loir,
Officier de l'Ordre National du Mérite,
Chevalier de la Légion d'Honneur.**

VU le Code de l'environnement, notamment ses articles L.181-1 et suivants ;

VU l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale ;

VU le décret n° 2017-81 du 26/01/2017 relatif à l'autorisation environnementale ;

VU le décret du 30 octobre 2019 nommant Mme Fadela BENRABIA en qualité de Préfète d'Eure-et-Loir ;

VU l'arrêté du 11 septembre 2003 portant application du décret n°96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions applicables aux prélèvements soumis à autorisation en application des articles L.214-1 à L.214-3 du Code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.2.0, 1.2.1.0, 1.2.2.0 ou 1.3.1.0 de la nomenclature annexée au décret n°93-743 du 29 mars 1993 modifié ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin versant Seine-Normandie en vigueur ;

VU la demande présentée par le Syndicat Mixte Intercommunal d'eau potable du canton d'Anet, sis Mairie d'Anet – 28260 ANET représentée par son président Monsieur Francis PECQUENARD en vue d'obtenir l'autorisation environnementale pour le prélèvement dans le forage d'alimentation en eau potable du captage « Les Christophes» ;

VU l'accusé de réception du dossier de demande d'autorisation environnementale en date du 10 janvier 2019 ;

VU l'ensemble des pièces du dossier de la demande susvisée et de la demande de complément apporté ;

VU l'étude d'incidence environnementale ;

VU l'avis tacite favorable de l'Agence Régionale de Santé ;

VU l'absence de prescriptions émises par la DRAC ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 14 mai 2019 portant ouverture de l'enquête publique entre le 25 juin 2019 et le 23 juillet 2019 ;

VU l'avis tacite favorable émis par le conseil municipal de la commune de Sorel-Moussel dans le cadre de l'enquête publique ;

VU l'avis émis par le conseil municipal de la commune d'Abondant le 24 juillet 2019 dans le cadre de l'enquête publique ;

VU le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur en date du 22 août 2019 ;

VU le projet d'arrêté porté le 28 janvier 2020 à la connaissance du bénéficiaire et l'absence d'observations formulées dans les 15 jours suivants ;

VU les articles L243-1 et L243-3 du Code des relations entre le public et l'administration ;

CONSIDÉRANT que « l'activité, l'installation, l'ouvrage, le travail » faisant l'objet de la demande est soumise à autorisation environnementale au titre des articles L.181-1 et L.181-2 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT l'absence d'incidence au titre de Natura 2000 ;

CONSIDÉRANT que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau ;

CONSIDÉRANT que le projet est compatible avec les dispositions du Schéma Directeur D'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Seine-Normandie en vigueur et n'est pas de nature à compromettre l'objectif d'atteinte du bon état écologique et chimique en 2027 pour la masse d'eau n°FRHG211 « craie altérée du Neubourg-Iton-plaine de Saint-André », sur laquelle il est situé ;

CONSIDÉRANT que le Syndicat Mixte Intercommunal d'eau potable du Canton d'Anet possède la compétence pour l'exploitation du captage « Les Christophes » sur la commune de Sorel-Moussel ;

Sur proposition du Directeur Départemental d'Eure-et-Loir ;

ARRÊTE

TITRE I : OBJET DE L'AUTORISATION

ARTICLE 1 : Bénéficiaire de l'autorisation environnementale

Le Syndicat Mixte Intercommunal d'eau potable du Canton d'Anet, sis Mairie d'Anet – 28260 ANET représentée par son président Monsieur Francis PECQUENARD, dénommé ci-après « le bénéficiaire », est bénéficiaire de l'autorisation environnementale définie à l'article 2 ci-dessous, sous réserve du respect des prescriptions définies par le présent arrêté.

ARTICLE 2 : Objet de l'autorisation

La présente autorisation environnementale pour le prélèvement dans le forage d'alimentation en eau potable « Les Christophes » dans les eaux souterraines par le syndicat Mixte Intercommunal du Canton d'Anet sur la commune de Sorel-Moussel tient lieu, au titre de l'article L.181-2 du Code de l'environnement, d'autorisation au titre :

- de l'article L.214-3 du Code de l'environnement ;
- d'absence d'opposition au titre du régime d'évaluation des incidences Natura 2000.

ARTICLE 3 : Localisation et rubrique IOTA

Les « Activités, installations, ouvrages, travaux » concernées par l'autorisation environnementale sont situées sur la commune, parcelle et lieux dits suivants :

IOTA	Coordonnées Lambert RGF 93 (x, y, z)			Commune	Lieu-dit	Parcelle cadastrale (section et numéro)
PRÉLÈVEMENT EAU POTABLE	582 452	6 859 378	117	Sorel-Moussel	Les Christophes	ZE 114

L'ouvrage est identifié à la Banque du Sous-Sol (BSS) sous le numéro : BSS003XUVE

Les « Activités, installations, ouvrages, travaux » concernées par l'autorisation environnementale relèvent des rubriques suivantes, telles que définies au tableau mentionné à l'article R.214-1 du Code de l'environnement :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêté de prescriptions générales
1.1.2.0	Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé, le volume total prélevé étant : 1° Supérieur ou égal à 200 000 m ³ / an (A) 2° Supérieur à 10 000 m ³ / an mais inférieur à 200 000 m ³ / an (D).	Autorisation Prélèvement annuel « Forage des Christophes » 547 500 m³	Arrêté du 11 septembre 2003

ARTICLE 4 : Caractéristiques

La réalisation du forage date de 2017, il est équipé d'une tête de puits étanche dépassant du terrain naturel d'environ 2m.

Le forage « les Christophes » exploite la nappe de la craie séno-turonienne (code masse d'eau : FRHG211 « Craie altérée du Neubourg-Iton-plaine de Saint-André »).

Nom du forage	Débit horaire	Volume journalier	Volume de pointe	Volume annuel
Les Christophes	150 m ³ /h	1 500 m ³ /jour	3 000 m ³ /jour	547 500 m ³

TITRE II : DISPOSITIONS GÉNÉRALES COMMUNES

ARTICLE 5 : Conformité au dossier de demande d'autorisation environnementale et modification

Les activités, installations, ouvrages, travaux, objets de la présente autorisation environnementale, sont situés, installés et exploités conformément aux plans et contenus du dossier de demande d'autorisation, sans préjudice des dispositions de la présente autorisation, des arrêtés complémentaires et des réglementations en vigueur.

Toute modification apportée par le bénéficiaire de l'autorisation environnementale, à l'ouvrage, à l'installation, à son mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant ou à l'exercice de l'activité ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation, conformément aux dispositions des articles L.181-14 et R.181-45 et R.181-46 du Code de l'environnement.

ARTICLE 6 : Début et fin des travaux – mise en service

Le bénéficiaire informe la Direction Départementale des Territoires d'Eure-et-Loir (service police de l'eau), instructeur du présent dossier, du démarrage des travaux et le cas échéant, de la date de mise en service de l'installation, dans un délai d'au moins 15 jours précédant cette opération.

Le bénéficiaire ne peut réaliser les travaux en dehors de la période autorisée sans en avoir préalablement tenu informé le préfet, qui statue dans les conditions fixées aux articles L.181-14, R.181-45 et R.181-46 du Code de l'environnement.

ARTICLE 7 : Caractère de l'autorisation – durée de l'autorisation environnementale

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité de l'État conformément aux dispositions de l'article L.181-22 du Code de l'environnement.

Sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, l'autorisation environnementale cesse de produire effet, si l'installation n'a pas été mise en service, si l'ouvrage n'a pas été construit, si les travaux n'ont pas été exécutés, si l'activité n'a pas été exercée dans un délai de deux ans à compter de la notification du présent arrêté.

La prorogation de l'arrêté portant autorisation environnementale unique peut être demandée par le bénéficiaire avant son échéance dans les conditions fixées par les articles L.181-15 et R.181-49 du Code de l'environnement.

ARTICLE 8 : Déclaration des incidents ou accidents

Dès qu'il en a connaissance, le bénéficiaire est tenu de déclarer au préfet, les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés aux articles L.181-3 et L.181-4 du Code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures susceptibles d'être prescrites par le préfet, le bénéficiaire est tenu de prendre ou faire prendre les dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le bénéficiaire est responsable des accidents ou dommages imputables à l'utilisation de l'ouvrage ou de l'installation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant ou à l'exercice de l'activité.

ARTICLE 9 : Cessation et remise en état des lieux

La cessation définitive, ou pour une période supérieure à deux ans, de l'exploitation ou de l'affectation indiquée dans l'autorisation d'un ouvrage ou d'une installation, fait l'objet d'une déclaration par l'exploitant, ou, à défaut, par le propriétaire, auprès du préfet dans le mois qui suit la cessation définitive ou le changement d'affectation et au plus tard un mois avant que l'arrêt de plus de deux ans ne soit effectif.

En cas de cessation définitive, il est fait application des dispositions prévues à l'article L.181-23 du Code de l'environnement pour les autorisations.

La déclaration d'arrêt d'exploitation de plus de deux ans est accompagnée d'une note expliquant les raisons de cet arrêt et la date prévisionnelle de reprise de cette exploitation. Le préfet peut émettre toutes prescriptions conservatoires afin de protéger les intérêts énoncés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement pendant cette période d'arrêt. Si l'exploitation n'est pas reprise à la date prévisionnelle déclarée, le préfet peut considérer l'exploitation comme définitivement arrêtée et fixer les prescriptions relatives à l'arrêt définitif de cette exploitation et à la remise en état du site.

ARTICLE 10 : Accès aux installations et exercice des missions de police

Les agents en charge de mission de contrôle au titre du Code de l'environnement ont libre accès aux activités, installations, ouvrages ou travaux relevant de la présente autorisation dans les conditions fixées par l'article L.181-16 du Code de l'environnement. Ils peuvent demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

ARTICLE 11 : Droits des tiers

Les droits des tiers sont expressément réservés.

TITRE III : PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES RELATIVES A L'AUTORISATION AU TITRE DE LA LOI SUR L'EAU ET LES MILIEUX AQUATIQUES

ARTICLE 12 : Moyens d'analyses, de surveillance et de contrôle

Les dispositifs mis en place en exploitation sont les suivants :

- pose d'un compteur sur la conduite d'exhaure du forage pour suivre les volumes prélevés ;
- pose de sondes de niveau et de pression et d'un compteur horaire des pompes ;
- identification de l'ouvrage par apposition d'une plaque avec le numéro de référence préfectoral et BSS.

Le pétitionnaire est tenu de consigner sur un registre, les éléments du suivi de l'exploitation, de l'ouvrage ou de l'installation de prélèvement ci-après :

- les volumes prélevés mensuellement et annuellement, ainsi que le relevé d'index du compteur volumétrique à la fin de chaque année civile ;
- les incidences survenues au niveau de l'exploitation et, selon le cas, au niveau de la mesure des volumes prélevés ou du suivi des grandeurs ;
- les entretiens, contrôles et remplacements des moyens de mesure et d'évaluation.

Ce registre est tenu à la disposition des agents chargés du contrôle et doit être conservé au minimum trois ans par le pétitionnaire.

ARTICLE 13 : Prescriptions générales relatives à certaines rubriques

Le pétitionnaire doit respecter les prescriptions générales définies dans l'arrêté du 11 septembre 2003 portant application du décret n°96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à autorisation en application des articles L.214-1 à L.214-3 du Code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.2.0, 1.2.1.0, 1.2.2.0 ou 1.3.1.0 de la nomenclature définie au tableau de l'article R.214-1 du Code de l'environnement.

TITRE IV : DISPOSITIONS FINALES

ARTICLE 14 : Autres réglementations

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le pétitionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

ARTICLE 15 : Publication et information des tiers

En application de l'article R.181-44 du Code de l'environnement :

- une copie de la présente autorisation est déposée à la mairie de la commune d'implantation du projet visé à l'article 3 ;
- un extrait de la présente autorisation, est affiché pendant une durée minimale d'un mois dans la commune d'implantation du projet visé à l'article 3. Un procès verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- la présente autorisation est adressée à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales consultées en application de l'article R.181-38 ;
- la présente autorisation est publiée sur le site Internet de la préfecture d'Eure-et-Loir qui a délivré l'acte, pendant une durée minimale de quatre mois.

Une copie du présent arrêté sera adressée pour information à Monsieur le Directeur de l'Agence Régionale de Santé de la Région Centre-Val de Loire.

ARTICLE 16 : Voies et délais de recours

I – Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent en application de l'article R.181-50 du Code de l'environnement :

- par le bénéficiaire dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers en raison des inconvénients ou des dangers que le projet présente pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la dernière formalité accomplie.

II.– La présente autorisation peut faire l'objet d'un recours administratif de deux mois qui prolonge le délai de recours contentieux.

Le bénéficiaire de l'autorisation est tenu informé d'un tel recours.

III – Sans préjudice des délais et voies de recours mentionnés au I. et II, les tiers peuvent déposer une réclamation auprès de l'autorité administrative compétente, à compter de la mise en service du projet mentionné à l'article 2, aux seules fins de contester l'insuffisance ou l'inadaptation des prescriptions définies dans la présente autorisation, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet présente pour le respect des intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement.

L'autorité compétente dispose d'un délai de deux mois, à compter de la réception de la réclamation, pour y répondre de manière motivée. À défaut, la réponse est réputée négative.

Si elle estime que la réclamation est fondée, l'autorité compétente fixe des prescriptions complémentaires, dans les formes prévues à l'article R.181-45 du Code de l'environnement.

En cas de rejet implicite ou explicite, les intéressés disposent d'un délai de deux mois pour se pourvoir contre cette décision.

ARTICLE 17 : Exécution

Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture d'Eure-et-Loir, le Président du Syndicat Mixte Intercommunal d'eau potable du canton d'Anet, Monsieur le Maire de la commune de Sorel-Moussel, Monsieur le Directeur Départemental des Territoires d'Eure-et-Loir, Monsieur le Chef du service départemental de l'Office Français pour la Biodiversité d'Eure-et-Loir, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet de la préfecture d'Eure-et-Loir.

A Chartres, le 25 FEV. 2020

La Préfète
Le Secrétaire Général



Régis ELBEZ